Département du Cher
COMMUNE DE LA CELLE

**COMPTE RENDU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 25 JUIN 2021**

Conformément aux articles L 2121-07 et L 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le conseil municipal, légalement convoqué le 21 juin 2021, s'est réuni en séance ordinaire le vingt-cinq juin deux mille vingt-et-un à dix-huit heures trente sous la présidence de Monsieur Philippe AUZON, maire. Compte tenu de la pandémie COVID 19, des gestes-barrière et de la distanciation sociale à appliquer, la réunion s'est déroulée en la Maison des Associations « La R'mise ».

Nombre de membres en exercice : 11 – présents : 07 - nombre de votants : 08

Etaient présents : Philippe AUZON, Agnès CHANTRIER, Nadine DELCAMBRE, Guy CHANTEMILANT, Serge BREVET, Marinette BERGER, Mathilde THEVENET.

Etaient absents excusés : Bernard RONDELET (pouvoir donné à Philippe AUZON), Clément TOUZET, Gwennaëlle LE CLECH, Jennifer BRUYÈRE.

Secrétaire de séance : Agnès CHANTRIER,

Convocation du 21/06/2021- notifiée et publiée par affichage le 21/06/2021

La séance a été publique. - Approbation du compte rendu de la séance du 1^{er} juin 2021

ORDRE DU JOUR :

- Convention entre la Commune et l'association municipale pour gérer les activités touristiques de la commune
- Modification des contrats ORANGE
- Demande de subvention de l'association « Oh Meillant »
- Décision Modificative au Budget n°5
- Courriers divers - Questions diverses

DCM 2021-034 - Convention entre la Commune et l'association municipale pour gérer les activités touristiques de la commune

Monsieur le maire présente au conseil municipal une proposition de convention de partenariat entre la Commune et l'association municipale de LA CELLE relative aux activités touristiques de la Commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et du pouvoir,
- accepte les termes de la convention de partenariat proposée et autorise Monsieur le Maire à signer le document.

DCM 2021-035 – Modification des contrats ORANGE

Monsieur le maire propose au conseil municipal une modification du contrat de télécommunication avec l'opérateur ORANGE afin de bénéficier d'une ligne pour un forfait mobile.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des présents et du pouvoir,
accepte cette modification et autorise Monsieur le Maire de signer tous documents afférents à la présente décision.

DCM 2021-036 – Demande de subvention de l'association « Oh Meillant »

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'une demande de subvention de l'association « Oh Meillant » qui projette l'organisation de stages techniques de restauration de murs en pierre sèche à MEILLANT et ses environs, dont notamment sur la commune de La Celle.

Le conseil municipal, après avoir étudié le dossier de demande de subvention, le projet détaillé et le financement de cette association,

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité des présents et du pouvoir, vote une subvention de 300 €.

En contrepartie de cette subvention,

- l'association devra organiser un stage sur la commune de LA CELLE
- les stages organisés par cette association seront accessibles aux habitants de la commune qui en feront la demande.

DCM 2021-037 – Décision Modificative au Budget n°5

Suite à la DMB n°4 votée le 1^{er} juin dernier une erreur d'imputation a été effectuée : les consignes des bouteilles de gaz doivent être imputées à l'article 275 et non à l'article 165.

Il convient de corriger cette erreur pour payer la facture en instance.

Département du Cher
COMMUNE DE LA CELLE

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et du pouvoir,
-vote la Délibération Modificative au Budget n°5 ci-après

Section d'investissement :

Dépenses

Chapitre 16 Article 165: - 58 €

Chapitre 27 Article 275 : + 58 €

DCM 2021-038 – exonération de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties

Monsieur le maire fait part au conseil municipal du courriel de l'Association des Maires de France relatif à la réforme de l'exonération de 2 ans de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties.

Il est porté à la connaissance du conseil municipal que les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation sont exonérées de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement (art. 1383 du Code général des impôts) sauf délibération contraire de la commune et/ou de l'EPCI à fiscalité propre sur la part de la TFPB qui leur revient.

La réforme de la taxe d'habitation (article 16 de la loi de finances pour 2020) a apporté des modifications à ce dispositif d'exonération temporaire.

Avant la réforme, l'exonération s'appliquait d'office sur la part départementale de la TFPB. Pour permettre aux contribuables de continuer à bénéficier de l'exonération sur l'ancienne part départementale de TFPB transférée à la commune, le législateur a fixé une exonération minimum de 40% sur l'ensemble de la nouvelle part communale de TFPB (ancienne part communale + ancienne part départementale).

Ainsi, les communes qui auraient délibéré pour supprimer cette exonération de TFPB pour la part communale avant 2020, doivent délibérer à nouveau. Cette nouvelle délibération devra être adoptée avant le 1er octobre 2021 et doit fixer un taux d'exonération à 40%, 50%, 60%, 70%, 80% ou 90%. L'absence de délibération avant le 1er octobre 2021 aura pour conséquence de porter l'exonération à 100% à partir de 2022 et pour deux années consécutives.

La délibération ne pourra que limiter l'exonération à 40%, 50%, 60%, 70%, 80% ou 90% de la base imposable. Cette délibération devra être prise avant le 1er octobre 2021.

Il est fait remarquer que :

- les communes qui ne s'opposent pas à cette exonération de 2 ans ne sont pas dans l'obligation de prendre une nouvelle délibération ;
- les communes peuvent toujours délibérer pour supprimer partiellement l'exonération de deux ans sur la part qui leur revient pour toutes les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation ou supprimer partiellement cette exonération uniquement pour les nouveaux immeubles à usage d'habitation non financés au moyen de prêts aidés de l'Etat.

Pour rappel, les pertes de ressources des collectivités liées à l'exonération de deux ans de la TFPB ne sont plus compensées par l'Etat depuis 1992.

Monsieur le maire sollicite l'avis du conseil municipal sur cette question.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et du pouvoir,
Vote une exonération de 50 % sur l'ensemble de la nouvelle part communale de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties sur les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation

Courriers divers - Questions diverses

Visite de la Commune par le jury dans le cadre des villages fleuris : le 02 juillet 2021

Véolia : l'aménagement et alimentation en eau du jardin collectif sera pris en charge à 70 % par VEOLIA

Assainissement : présentation du planning de l'avancement du projet

Fête Nationale du 14 juillet : feu d'artifice le 13 juillet et « pot républicain » dans le jardin le 14 juillet

Fin de la séance à 21 h 00

Le Maire,
Philippe AUZON